economiesuisse



Indonésie: oui clair du National à un accord de libre-échange

Le Conseil national a adopté l'accord de libre-échange de l'AELE avec l'Indonésie par 131 voix contre 46. Cette décision est très importante pour l'économie suisse.

«C'est l'un des pays qui a connu la plus forte croissance économique au monde ces dernières années », a déclaré le conseiller fédéral Guy Parmelin devant la Chambre du peuple. Un des derniers points significatif à l'ordre du jour de la session d'automne était donc particulièrement important pour les entreprises exportatrices suisses. L'accord global de libre-échange entre l'AELE et l'Indonésie a été approuvé clairement par 131 voix pour, 46 contre et 10 abstentions.

Ce texte ouvre ainsi aux entreprises suisses l'un des marchés de croissance les plus dynamiques du moment. Avec ses 260 millions d'habitants, sa classe moyenne croissante et sa situation politique stable, l'Indonésie joue déjà un rôle non négligeable pour de nombreux exportateurs suisses. C'est pourquoi economiesuisse se félicite de la décision parlementaire.

L'INDONÉSIE DEVIENDRA LA QUATRIÈME ÉCONOMIE MONDIALE D'ICI 2050

La valeur de l'accord pour le commerce extérieur ne peut être sous-estimé. L'accord supprime partiellement des barrières commerciales élevées pour les entreprises suisses, et donc facilite leur accès à ce marché. Alors que leurs concurrents de l'UE et des Etats-Unis ne bénéficient pas d'un tel texte, les entreprises suisses auront ainsi un longueur d'avance dans l'un des pays où il

sera possible de réaliser des bénéfices commerciaux élevés à l'avenir. Les experts estiment que l'Indonésie deviendra la quatrième économie mondiale d'ici 2050. L'accord de libre-échange garantira donc également des investissements supplémentaires en Suisse.

Les conseillers nationaux ont également pris acte des dispositions globales en matière de durabilité, qui tiennent compte des défis écologiques et sociaux de la production d'huile de palme. Le succès de ces négociations ne peut être tenu pour acquis, car l'Indonésie n'a accepté de tels engagements dans aucun autre accord ni avec aucun autre partenaire.